

Adriana Ramos « Le Brésil ne fera rien pour respecter l'accord de Paris sur le climat »

Le président Bolsonaro démantèle la politique environnementale de ces trente dernières années alors que ces questions sont prioritaires, considère la chercheuse associée de l'Institut socio-environnemental au Brésil

ENTRETIEN

SAO PAULO - correspondante

Adriana Ramos est chercheuse associée à l'Institut socio-environnemental (ISA) au Brésil, une ONG spécialisée dans les droits des peuples autochtones et la gestion territoriale. Ancienne représentante de la société civile au sein du comité d'orientation du Fonds amazonien, créé pour lutter contre la déforestation, et coordinatrice du groupe de travail sur les forêts du forum des ONG brésiliennes, elle fait état de son inquiétude à propos des premières décisions du président brésilien, Jair Bolsonaro.

Que pensez-vous de la politique environnementale de Jair Bolsonaro ?

En réalité, le gouvernement n'a pas de politique environnementale. Les quelques décisions prises jusqu'ici démontrent que son intérêt est de défaire ce qui a été fait. Le président a verbalisé cela en affirmant qu'il n'avait « rien à construire, [qu'il devait] d'abord détruire » [propos tenus en mars 2019 lors d'un déplacement à Washington où le chef d'Etat évoquait son rêve de libérer le Brésil de l'idéologie néfaste de la gauche]. Jair Bolsonaro a mis en pratique cet objectif dans l'environnement, mais aussi l'éducation ou la santé.

Avant d'arriver au pouvoir, le chef d'Etat d'extrême droite avait pensé supprimer le ministère de l'environnement. Il l'a finalement maintenu, n'est-ce pas un soulagement ?

Peut-être aurait-il mieux valu que le gouvernement assume la suppression de ce ministère plutôt que désigner un ministre [Ricardo Salles] qui, avec de réelles responsabilités, démantèle toute la politique environnementale de ces trente dernières années. M. Salles a licencié les fonctionnaires chargés de faire appliquer les contraventions liées à la déforestation clandestine, à la chasse et la pêche illégales ou aux invasions de terres indigènes et de zones protégées. La quasi-totalité des directeurs régionaux de l'Institut brésilien de l'environnement (Ibama) ont ainsi été mis dehors et la plupart n'ont pas été remplacés. Les sujets de la déforestation et du changement climatique ont été supprimés du ministère sans qu'on les retrouve ailleurs...

Pour se défendre, le ministre explique avoir hérité d'une situation dramatique...

La plupart des ministres ont fait un constat similaire. La situation est, de fait, compliquée depuis plusieurs années du fait de manque de ressources budgétaires. Cela justifie-t-il de démanteler les institutions ? La différence entre M. Salles et ses prédécesseurs est qu'il pointe un problème, mais ne cherche pas à le résoudre, il alimente le chaos. Jusqu'ici, les ministres s'étaient engagés à préserver d'une façon ou d'une autre l'environnement. Ce gouvernement pense que cet engagement est idéologique.

Quel est l'objectif de cette politique ?

Ce démantèlement méthodique reflète les liens étroits entre ce gouvernement et une partie rétrograde et agressive du secteur de l'agronégoce, que l'on surnomme l'« ogre-négoce ». Cette partie du secteur agricole, qui ne comprend pas que la préservation de l'environnement, fait partie du développement économique. C'est contre-productif en réalité. Car il y a beaucoup d'interrogations sur l'aspect durable de l'agriculture brésilienne, liées à la disparition des forêts, à la contamination des fleuves, aux maladies qui proviennent des substances utilisées. Le modèle agricole pourrait être repensé, modernisé, mais le débat est occulté.

La dégradation de l'engagement du Brésil envers la préservation de l'environnement ne date pas de ce gouvernement...

Quand l'agronégoce a été érigé en secteur prioritaire de l'économie et a ainsi acquis un rôle politique crucial, les questions environnementales ont été négligées et souvent paralysées. Cela a commencé dès Lula (2003-2010). La situation était déjà déplorable depuis plusieurs années. En effet, la création de zones préservées a été stoppée, la mise en place de

règles plus strictes contre la déforestation a été empêchée, ou la démarcation de terres indigènes et quilombos freinée. Mais, aujourd'hui, le ministre de l'environnement n'émet aucune résistance à cette pression exercée par le lobby de l'agrobusiness, bien au contraire, il est un grand allié de ce secteur.

Voilà près de six mois que le gouvernement Bolsonaro est au pouvoir, observe-t-on déjà les conséquences de cette politique ?

Sur le terrain, les premiers indicateurs montrent une progression de la déforestation illégale, mais aussi une hausse des conflits de territoires, qui se soldent par la mort d'indigènes. Sur le plan de la politique extérieure, le Brésil perd progressivement le rôle qu'il avait acquis en supprimant les événements et engagements liés à l'environnement : le pays a refusé d'accueillir la COP, il a aussi, plus récemment, suspendu un événement régional de l'ONU, le Climate Week, qui devait se tenir, en août, à Salvador de Bahia.

Que penser du discours de Jair Bolsonaro affirmant qu'il faut intégrer les indigènes à la société ?

Quand il était parlementaire, Jair Bolsonaro a toujours eu une vision anti-indigéniste. C'est un homme cohérent. Mais sa position est contraire à la Constitution de 1988, qui a mis fin à cette pensée « intégrationniste » en vogue sous la dictature militaire [1964-1985], majoritairement rejetée par les mouvements indigènes, comme en ont témoigné les protestations à Brasilia en avril du groupe Terra Livre. Les Indiens revendiquent le droit à la différence.

Sur cette question indigène, la situation est-elle comparable à celle de la dictature militaire ?

Pas tout à fait, car les invasions de terres indigènes ne sont pas le fait du gou-

vernement. Mais les propositions du chef de l'Etat ont clairement un parfum de déjà-vu. Jair Bolsonaro adhère non seulement au discours intégrationniste, convoite ces terres pour en exploiter les richesses, mais il entend aussi rétablir une certaine forme de tutelle vis-à-vis de l'Indien, qui avait disparue en 1988 : en criminalisant les ONG qui agissent sur les terres indigènes, il prétend définir les personnes avec lesquelles les Indiens seraient ou non autorisés à converser.

Quels sont les contre-pouvoirs face à l'action du gouvernement ?

Les Brésiliens ont une préoccupation diffuse et vague concernant l'environnement. Mais la société civile commence à réagir contre le démantèlement de l'éducation, de la santé et pourrait intégrer l'environnement à cette révolte. Une partie de l'agronégoce, aussi, est préoccupée. Les producteurs liés aux marchés internationaux s'inquiètent non seulement de leur image, mais aussi d'embarcos : si le gouvernement dérègle à outrance, ils savent que des scandales sanitaires seront à la clé, comme lors de l'affaire de « carne fraca » (viande avariée) qui, en 2017, a sévèrement affecté les exportations de viande.

Dans ce contexte, le Brésil sera-t-il en mesure de respecter les engagements de la COP21 ?

C'est peu probable. Le ministre Ricardo Salles a dit lui-même que le Brésil ne sortirait pas des accords de Paris, mais qu'il ne ferait rien pour les respecter. Il a déjà bloqué des mesures visant à assurer la restauration forestale censées être gérées par le Fonds pour l'Amazonie et paralysé les actions nationales pour combattre le changement climatique. Quelques Etats et entreprises continueront d'agir pour le climat, mais à une moindre échelle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE GATINOIS

Stéphen Rostain Notre-Drame de l'Amazonie

Les flammes qui ravagent depuis des décennies la plus grande forêt tropicale du globe n'ont rien d'une anodine étincelle, alerte l'archéologue. Face aux intérêts politiques et financiers, un drame se joue, qui aura des conséquences incalculables sur notre futur

Amazonie brûle-t-elle ? Oui, mais apparemment pas assez pour émouvoir de puissants décideurs et financeurs. Ou, seraient-ils eux-mêmes les initiateurs occultes de ces incendies selvatiques ? A l'heure où le feu réveille les coupables consciences en s'attaquant à des joyaux reconnus du patrimoine mondial, comme le Musée national de Rio de Janeiro ou la cathédrale de Paris, il est sans doute bon de rappeler que les flammes qui ravagent depuis des décennies la plus grande forêt tropicale du globe n'ont rien d'une anodine étincelle. Là aussi un drame se joue, qui aura des conséquences incalculables sur notre futur. Les effets ne se limitent pas seulement à la flore et la faune locales, mais également aux populations autochtones, à la biodiversité terrestre, à l'absorption de carbone et même au changement climatique global.

Oh ! Mais à quoi bon s'inquiéter ? L'Amazonie compterait quelque 390 milliards de troncs, pour une superficie dépassant 6 millions de kilomètres carrés. Pas de quoi s'en faire, affirment les exploiters industriels de cette manne végétale. En plus, ils se réfugient derrière l'idée que sa mégadiversité, concentrant 15 % des espèces végétales et animales

du monde, est inépuisable, selon un discours de parfaite mauvaise foi. Autant de dérobadés qui masquent de sordides intérêts économiques à court terme. En fait, l'homme du XX^e siècle aura été le fossoyeur de cette mégadiversité, car le mirage amazonien a fait un tort terrible : le dynamisme propre à la forêt tropicale a été le germe de sa déchéance ou, du moins, a donné l'illusion d'une vitalité inaliénable. Habités à des mentions épisodiques de presse sur la tragédie de la déforestation amazonienne, nous nous sommes assoupis sur l'idée d'une regrettable fatalité, sans grande conséquence, à l'autre bout de la planète. Au contraire, bien plus qu'un simple marronnier journalistique, ce sont bien des millions de fromagers, palmiers, figuiers et autres arbres vénérables qui partent inexorablement en fumée chaque année. Riche de plus de 16 000 espèces d'arbres, la noble dame équatoriale est ainsi dépossédée de sa diversité et de son espace. Les spécialistes estiment qu'une espèce d'arbre sur deux pourrait être menacée de disparition en Amazonie.

Pourtant, le nouveau millénaire avait apporté son lot d'espoirs avec des mesures préventives fermes. Le gouvernement brésilien a légiféré en 2004 pour

condamner les abus. Toutefois, aucun débordement n'étant suivi de sanction, les contrevenants ont vite remis en marche leurs tronçonneuses. Bien pire, le puissant lobby agroalimentaire du Brésil a réussi à faire voter en 2012 un nouveau code forestier amnistiant les déboisements illégaux passés. Cette démission du glaive vengeur et du bras séculier a ouvert la boîte de Pandore des vices les plus outranciers. Dès lors, la déforestation a augmenté de plus de 400 % durant l'année 2014. Sur l'ensemble de la ceinture tropicale, la destruction des arbres a atteint un taux record en 2018 avec 12 millions d'hectares de forêt rayés de la carte.

Cette razzia incendiaire s'accompagne de l'éradication de populations amérindiennes car, afin de récupérer leurs terres, on n'hésite pas à envoyer des meurtriers « nettoyer » la place. Un écœurant Far West tropical se joue sous la tyrannie de pistoleros sans âme. Flammes et sang règnent souvent sans partage en Amazonie.

Un taux record en 2018

Et que dire de la politique récente ? Le nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, a clairement affiché ses tendances de « démocratie », associées à des dérives climatocseptiques et une intraitable volonté de faire fructifier l'Amazonie, considérée comme inutile. En conséquence, la déforestation a atteint un taux record en 2018. L'Amazonie est un caillou dans les bottes de cuir de Jair Bolsonaro.

Parallèlement, des trésors amérindiens du patrimoine millénaire tombent en cendres avec cette déforestation barbare incontrôlée. Depuis la conquête européenne en 1492, la forêt pluviale a été vue comme un pur produit de la nature, propice à la sauvagerie et à la dégénérescence des sociétés humaines. Dès lors, on n'a retenu aucune réalisation humaine méritant une quelconque reconnaissance. Point de pyramide ou de basilique de belles pierres qui pourrait justifier cet honneur. C'est pourtant tout le contraire que les scientifiques ont démontré

depuis peu. Les premiers habitants ont manipulé le paysage amazonien, que ce soit son couvert végétal, la nature des sédiments souterrains ou le modelé du sol. Cette Amazonie est également une construction humaine, réalisée en étroite interaction avec la créativité de la nature. Les Amérindiens ne s'y sont pas trompés en concevant le monde comme une continuité entre humains et non-humains, sans dresser de barrière entre culture et nature.

Cette intime interdépendance a été prise en compte en juillet 2018, lors de la première inscription d'un site archéologique précolombien d'Amazonie au Patrimoine mondial de l'humanité. Le biotope et les peintures rupestres de Chiribiquete, en Colombie, ont été classés comme lieu mixte naturel et culturel, respectant ainsi la conception amérindienne du monde. Il reste pourtant tant à faire pour réparer l'injustice que subit l'Amazonie ancienne. Pendant ce temps, sites et monuments archéologiques disparaissent dans les flammes. En survolant de nuit la forêt amazonienne brésilienne il y a quelque temps, je fus stupéfié de la densité de feux partout. La terre avait remplacé la Voie lactée pour imposer ses myriades d'étoiles incendiaires rongant sa superficie. En laissant le brasier abattre des pans centenaires de forêt, plus qu'un seul crime contre la nature, on contribue passivement à la disparition inexorable d'un patrimoine culturel aussi unique que méconnu. Notre cathédrale sylvicole est en flammes.

Pendant que les larmes du diable dévastent parmi les plus illustres lieux de culte ou de connaissance dans le monde, des pleurs incandescents dévorent dans une indigne indifférence une des merveilles de notre planète. ■